



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 41

Loi sur les adoptions d'enfants domiciliés en République populaire de Chine

Présentation

**Présenté par
M. Gil Rémillard
Ministre de la Justice**

**Éditeur officiel du Québec
1992**

NOTE EXPLICATIVE

La présente loi a pour objet de faciliter l'adoption, par des adoptants québécois, d'enfants domiciliés en République populaire de Chine.

Projet de loi 41

Loi sur les adoptions d'enfants domiciliés en République populaire de Chine

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Toute personne domiciliée au Québec qui veut adopter un enfant domicilié en République populaire de Chine doit, avant de se rendre dans cet État, faire l'objet d'une évaluation psychosociale effectuée suivant les conditions prévues par la Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1). Elle doit ensuite, par requête, faire approuver son projet d'adoption par la Cour du Québec.

Le tribunal approuve le projet d'adoption si l'évaluation psychosociale des adoptants et l'enquête qui la soutient lui permettent de considérer que l'adoptant est apte à répondre aux besoins physiques, psychiques et sociaux d'un enfant. Le jugement du tribunal équivaut à un jugement d'adoption rendu au Québec, à la condition que le greffier délivre, en application de l'article 3, un certificat d'inscription de l'adoption.

2. L'adoption d'un enfant effectuée en République populaire de Chine doit faire l'objet d'une inscription à la Cour du Québec.

L'adoptant qui requiert l'inscription de l'adoption doit faire état, dans sa demande, du jugement qui a approuvé son projet d'adoption.

Il doit, en outre, joindre à cette demande les documents suivants :

1° le certificat notarié qui constate l'adoption, établi conformément à la loi de la République populaire de Chine;

2° l'acte de naissance de l'enfant, notarié;

3° le bulletin de santé de l'enfant.

3. Le greffier de la Cour du Québec remet à l'adoptant un certificat de l'inscription qu'il a faite dans le dossier du tribunal.

Le certificat atteste que les conditions de l'adoption ont été remplies.

4. L'adoption a effet au Québec à compter du moment où la filiation adoptive a été établie en République populaire de Chine.

5. Les adoptions déjà effectuées en République populaire de Chine au jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, peuvent être inscrites au tribunal sans autres formalités que celles prévues au troisième alinéa de l'article 2.

6. La présente loi cesse d'avoir effet le jour où, tant en République populaire de Chine qu'au Québec, entre en vigueur une entente liant cet État et le Québec et portant sur l'adoption internationale d'enfants.

7. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par le gouvernement.